

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 Avenue Grüner – Allée C
42000 SAINT-ETIENNE

Saint-Etienne, le 13/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DELMONICO DOREL

LES GOTTES
42220 ST JULIEN MOLIN MOLETTE

Références : UID 4243 MEA 022 0197

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement DELMONICO DOREL implanté LES GOTTES 42220 ST JULIEN MOLIN MOLETTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la vérification du nouvel arrêté préfectoral du 21/03/2022 et dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle. Elle avait pour but principale de vérifier le respect des dispositions strictes imposées concernant le transport sur route suite au jugement du tribunal administratif de Lyon. Elle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL
- LES GOTTES 42220 ST JULIEN MOLIN MOLETTE
- Code AIOT dans GUN : 0006101279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site a obtenu l'autorisation de poursuivre l'exploitation par arrêté préfectoral du 2 janvier 2020, pour une durée de 30 ans. Sur jugement du Tribunal administratif de Lyon du 28/02/2022, cette autorisation a été annulée.

Une autorisation provisoire a été délivrée le 21/03/2022, prenant en compte les motifs d'annulation du Tribunal administratif à savoir :

- réduction du périmètre exploitable à la partie déjà en chantier permettant d'éviter les espèces

protégées relevées par le Tribunal,

- réduction forte du tonnage et du nombre de passages de camions dans les villages de Saint-Julien-Molin-Molette et Colombier.

Le rythme maximal d'exploitation pour l'année en cours est réduit à 100 000 tonnes.

Les garanties financières sont à jour avec une validité jusqu'au 2 janvier 2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- transport sur route,
- autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bilan périodique	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 2.6.1	/	Sans objet
Rejets dans les eaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 3.2	/	Sans objet
Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 3.3	/	Sans objet
Rejets dans les eaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.4	/	Sans objet
Surveillance des impacts sur le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.5	/	Sans objet
Transport sur route	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 8.1.4.8	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.2.3	/	Sans objet
Vibrations	Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a permis de vérifier les modalités mises en oeuvre pour contrôler le nombre de passages de camions et le tonnage. L'exploitant a établi une procédure et développé les outils nécessaires à ce contrôle. La vérification par sondage a permis de vérifier le respect de la prescription relative au transport sur route.

Cette inspection a aussi été l'occasion de vérifier le suivi de l'autosurveillance; aucune non conformité n'a été relevée en la matière.

Deux autres dispositions vérifiées sont non conformes :

- busage du rejet d'eau
- transmission du bilan annuel.

Sur ces deux points, les actions sont en cours et ne donnent donc pas lieu à des suites dans l'immédiat.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Bilan périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 2.6.1
Thème(s) : Autre, Rapport annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant s'adjoindra une personne ou un organisme qualifié, chargé d'assister l'exploitant pour le suivi du respect des dispositions du présent arrêté. Cette personne ou cet organisme rendra compte sous la forme d'un rapport, au moins une fois en 2022, de l'état d'avancement des travaux de la carrière ainsi que des travaux de remise en état (représentations paysagères), des éléments statistiques concernant celle-ci, des mesures et contrôles réalisés et des faits marquants intervenus. Les difficultés rencontrées et les travaux prévus seront également présentés.
Constats : Le rapport annuel pour l'année 2021 n'a pas encore été transmis à l'inspection. Selon l'exploitant ce rapport est en cours de préparation et sera transmis dans le courant de la semaine 20.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les semestres. Si un résultat excède la valeur limite, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Les campagnes de mesures semestrielles se poursuivent. La dernière campagne de prélèvements a débuté le 7/04/2022 (l'intervention pour la pose des jauges a été constatée dans le registre des entrées de la carrière). L'exploitant n'a pas encore été destinataire des résultats.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions captées
Prescription contrôlée : La concentration en poussières émises par les installations de traitement des matériaux respecte la valeur limite suivante: 20 mg/Nm ³ . Cette valeur limite est contrôlée au moins une fois avant fin 2022.
Constats : Le prélèvement des rejets captés a été réalisé le 08/04/2022 (intervention de SOCOR-AIR constaté sur le registre des entrées). L'exploitant est en attente des résultats. Le prélèvement précédent a eu lieu le 30/03/2021 avec un résultat de 3.4 mg/Nm ³ en moyenne sur les 3 mesures réalisées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets dans les eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Busage du rejet
Prescription contrôlée : • Eaux pluviales : Après décantation dans des bassins de rétention, et réutilisation dans le cadre de l'activité, le « trop plein » est rejeté au milieu naturel, dans le Ternay. Le point de rejet dans le talus situé entre la RD8 et la Voie Communale n°8, doit être intégralement busé jusqu'à l'arrivée au Ternay.
Constats : Le busage est prévue fin mai/début juin avec la société SNCM.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets dans les eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité du rejet
Prescription contrôlée : Un contrôle de la qualité des rejets sera réalisé, de façon inopinée, au moins une fois par an, à la charge de l'exploitant, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé en matière de potabilité des eaux. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH• MEST• DCO• Hydrocarbures totaux D'autres contrôles (au moins 3/an) seront réalisés, à l'initiative de l'exploitant, lors des périodes de vidange au milieu naturel afin de vérifier que les normes de rejets ci-avant sont respectées. Chaque vidange fait l'objet d'une surveillance visuelle. Un registre est tenu pour le suivi des vidanges, indiquant le jour et l'heure de début et de fin de vidange. Un échantillon d'eau représentatif est conservé pendant une durée de 15 jours à chaque vidange réalisée. La conservation est réalisée suivant les normes en vigueur. Les résultats des contrôles seront communiqués à l'Inspection des installations classées.
Constats : Selon le registre de suivi des vidanges, la dernière vidange a eu lieu le 22/04/2022. Un échantillon d'eau étiqueté du 22/04/2022 était conservé au frigo. L'exploitant a été en mesure de présenter les résultats de l'année 2021 : <ul style="list-style-type: none">- prélèvement du 28/04/2021 : résultat conforme- prélèvement du 08/06/2021 : résultat conforme (prélèvement inopiné du laboratoire)- prélèvement du 03/09/2021 : résultat conforme- prélèvement du 26/11/2021: résultat conforme
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des impacts sur le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité du Ternay
Prescription contrôlée : Un contrôle des indices IBGN (indice biologique global normalisé) de la rivière « Le Ternay » en amont et en aval du rejet de la carrière est réalisé dans l'année. Les résultats du contrôle seront communiqués à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a pu présenter les résultats de l'IBGN réalisé en 2021 : ce contrôle a donné des notes comparables entre l'amont et l'aval indiquant que le rejet ne semble pas avoir d'impact significatif sur le milieu récepteur.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transport sur route**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 8.1.4.8**Thème(s) :** Autre, Transport sur route**Prescription contrôlée :**

Les quantités enlevées journalièrement par la RD 8 n'excéderont pas 800 tonnes.

La quantité transportée via le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette n'excédera pas 600 tonnes par jour et 75000T en un an.

La quantité transportée via le bourg de Colombier n'excédera pas 200 tonnes par jour et 25 000T en un an.

Le nombre de passages de camions dans le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette est limité à 50 par jours et à 20 par jour par Colombier.

Un comptage journalier du nombre de camions sortant de la carrière est réalisé ainsi que le nombre de passages par Saint-Julien-Molin-Molette ou Colombier.

Le site est équipé d'au moins un système de pesée muni d'un dispositif enregistreur. Après chaque chargement, et avant la sortie de la carrière, les camions sont systématiquement pesés.

Des consignes strictes seront données aux conducteurs des véhicules relatives aux conditions de chargement et au respect des limitations de vitesse notamment dans la traversée des agglomérations.

Tous les camions poids-lourds semi-remorques seront obligatoirement bâchés. Pour les autres véhicules (autres camions, tracteurs agricoles, remorques), les matériaux seront systématiquement arrosés et humidifiés.

L'exploitant mènera une politique incitative auprès de ses clients pour l'équipement systématique de bâche sur les bennes et l'utilisation de camions à énergie propre.

Le nettoyage des roues est obligatoire avant la sortie sur la voie publique.

Un état régulier de la voirie, et au moins semestriel, sera effectué en invitant des représentants de la DDT et des collectivités à l'initiative de ces derniers.

L'exploitant procède :

- à un nettoyage hebdomadaire de la voie publique autant que nécessaire et au minimum jusqu'à 200 mètres de part et d'autre de l'entrée de la carrière ;

- et au nettoyage de la route principale empruntée par les camions de la carrière traversant le bourg de Saint-Julien-Molin-Molette, au moins une fois par mois.

Un bilan qualitatif et quantitatif du respect des prescriptions ou objectifs fixés dans cet article sera réalisé dans l'année. Il sera transmis à l'inspection et présenté en CSS.

Constats : L'exploitant a établi une procédure pour le comptage des passages de camions. Cette procédure rappelle très distinctement le nombre de passages et les tonnages maximum par communes.

Par ailleurs, il a fait évoluer l'application utilisée à la bascule pour permettre l'enregistrement systématique des départs et des arrivées des camions et a modifié les pratiques de ses clients en imposant la vente sur commande de manière à contrôler les nombres de passages et les tonnages transportés.

Nous avons vérifié les données enregistrées pour différentes plaques d'immatriculation relevées au préalable dans les bourgs de Saint-Julien-Molin-Molette et Colombier.

Cette vérification a permis de faire les constats suivants :

- les camions en question ont pu être retrouvés sans difficulté,
- la direction d'arrivée et de départ était systématiquement renseignée,
- les renseignements étaient cohérents avec les constats faits sur la route.

L'agent en charge de la bascule nous a présenté le tableau des commandes réalisé et mis à jour à chaque passage de camions. Ce tableau indique les directions d'arrivées et de départ et les tonnages commandés. Par ailleurs, l'application permet d'établir des synthèses quotidiennes à partir des bons de pesées.

La vérification par sondage de 2 journées (25 et 28 avril) a permis de constater le respect du nombre de passage maximum et du tonnage.

On note également que tous les poids-lourds semi-remorques sortant de la carrière étaient bâchés et que la route était propre.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des émissions sonores
Prescription contrôlée : Une surveillance des émissions sonores est effectuée avant la fin d'année 2022. Ces mesures portent sur 3 points en zone à émergence réglementée (ZER) et 1 point en limite de propriété. La ZER correspondant à la ferme de Bel Air est systématiquement mesurée. Le choix des deux autres points peut être modifié selon la volonté des membres de la CSS.
Constats : Suite à un dépassement de l'émergence (émergence de 9 dBA) sur un point de surveillance (côté Colombier), l'exploitant a été mis en demeure de rétablir un niveau d'émissions sonores conformes (arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/11/2021). Après réhaussement du merlon côté nord et déplacement de l'installation "pierres à bâtir" derrière ce merlon, de nouvelles mesures ont été réalisées le 28/01/2022 : l'émergence côté nord était conforme (émergence de 3.5 dBA). La mesure de bruit prévue en 2022 n'est pas encore fixée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2022, article 6.3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des vibrations
Prescription contrôlée : Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations en 3 points : à l'entrée de la carrière, au niveau de l'habitation la plus proche du tir et d'une habitation du lieu-dit « Taillis vert ». Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir mesurés ainsi que les résultats des mesures. Sur les sismogrammes recueillis, il conviendra qu'apparaissent : <ul style="list-style-type: none">- la date et l'heure du tir- les vitesses particulières- le lieu de l'enregistrement Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral du 21/03/2022 impose la réalisation de mesures de vibrations à chaque tir. Aucune mesure n'a été réalisée depuis l'entrée en vigueur de ce nouvel arrêté étant donné que le dernier tir de mine a eu lieu le 17/02/2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet